

Vie chère au Burundi : Les causes apparentes et cachées

@rib News, 18/04/2012 La hausse des prix est là. Mais le calme est nécessaire. Pour mieux la juguler ou faire avec. Par Salvator Sunzu, journaliste et expert en socio-économie. La question fait débat aujourd'hui. Elle risque même de provoquer une crise sociale. Les incompréhensions sont profondes. Les consommateurs voient les prix monter. Ils attendent une initiative gouvernementale de nature à ramener les prix à leur pouvoir d'achat. Mais en vain. Le pouvoir assiste tout aussi impuissant à cette montée inflationniste. Un remède à une maladie exige un diagnostic. C'est un exercice nécessaire pour ne pas tomber dans les explications faciles. Et surtout éviter toute politisation du problème. Les écarts de certains radios montrent que la tendance à la récupération des initiatives de pression venant de la société civile est à craindre. La nécessité de faire face au problème, sans faux fuyant, est nécessaire. La lucidité est de mise dans ce type de situation.

Hausse des prix/inflation : Un rappel théorique. Il y a hausse des prix au Burundi. C'est une réalité qui crée les y. La hausse des prix se produit quand (i) l'offre des biens et des services est inférieure à la demande sur le marché, (ii) les coûts de la production influent sur les coûts, la création de stocks spéculatifs, la suppression d'une saine compétition, le jeu des marges bénéficiaires fixés de commun accord entre vendeurs, (iii) l'Etat augmente les droits de douanes, (iv) y a une percution des importations des consommations sur les prix locaux par rapport aux modalités de consommations extérieures. Mais toute hausse des prix n'est pas une inflation. Il y a inflation quand (i) la hausse est plus forte que dans les autres pays, (ii) elle affecte une manière générale les biens et les services, (iii) elle provoque des perversions économiques et sociales - avantage à investir plus dans des secteurs plus spéculatifs que productifs, spoliation de ceux qui ne peuvent pas augmenter rapidement leurs revenus comme les salariés, les vieillards, les petits agriculteurs - Elles ne le deviennent que quand elles se généralisent sur les quantités des produits et dans le temps. Les facteurs de cette généralisation sont de quatre ordres : (i) augmentation de la quantité de la monnaie sans augmentation parallèle de la production, (ii) les investissements qui ont des effets inflationnistes - industries lourdes, les dépenses en voie de communication, en bâtiments, en production énergétique -, (iii) la persistance de confiance dans la monnaie, et enfin (iv) la dépréciation extérieure de la monnaie qui n'est rien d'autre qu'une opération par laquelle un pays donne une définition légale de sa monnaie soit par rapport à un étalon métallique (or) soit par rapport à une monnaie étrangère. La hausse des prix est caractéristique inflationniste. Les cinq éléments explicatifs de la hausse des prix n'apparaissent pas toujours concomitamment. Les uns peuvent être plus déterminant que d'autres. Dans le cas burundais, l'offre est là elle est chère. La quantité de monnaie en circulation n'est pas énorme, mais elle circule rapidement, car ne pouvant être ni épargnée, ni investie. Le Burundi vit des vivres produits localement et importés. La plupart des produits manufacturés sont importés. Les produits vivriers locaux manquent. La production a diminué. L'on est dans une période de soudure, c'est vrai. Les mois de mars et d'avril et de mai ont été un calvaire pour les Burundais. C'est une vérité que demandez aux petites vendeuses du marché, elles vous le diront. Mais cela n'est qu'une infime partie de l'explication. Les structures traditionnelles de productions ne parviennent pas à soutenir la demande. Les taxes sur les produits importés ont freiné les importations. Les structures de productions modernes ont du mal à démarrer. Les petites savonneries qui font office d'usines burundaises ne font pas le poids dans l'économie. On ne peut importer sans espoir de bénéfice, ni d'acheteurs. Le prix de revient du produit est tel que l'on ne peut changer le prix de vente. La publicité, le stockage ou les marges bénéficiaires arbitraires ne semblent pas avoir joué un rôle important dans cette hausse. Non plus les modalités de consommation extérieures même si l'une ou l'autre personne s'achète une Heineken à 600. Par contre il est clair que les droits de douanes constituent un facteur important dans cette hausse des prix caractéristique inflationniste. Ces droits de douanes, l'Etat en a besoin. Il ne peut y renoncer. Et c'est cela qui fait qu'il ne s'agit pas d'une simple hausse temporelle des prix, qui est de nature à se résorber. Elle est là pour durer. Il n'y a donc pas de doute sur la caractéristique inflationniste de cette hausse. Elle est là pour durer. Elle n'est pas passagère. Les trois éléments sont en effet réunis pour confirmer l'existence d'une inflation. Les prix montent plus que dans les autres pays de la sous-région. Les biens sont pratiquement concernés même s'il y a ceux qui sont plus chers que d'autres. Le troisième élément sont les perversions économiques de cette hausse est plus intéressant. Ceux qui ont l'argent (peu importe comment ils l'ont) n'investissent pas dans les secteurs productifs tels que la grande et moyenne industrie, mais dans des secteurs spéculatifs, tels que les bâtiments, l'achat des terres. C'est le constat dans notre pays. Les personnes vulnérables les plus menacées, certains doivent vendre ce qu'ils ont pour survivre. Les petites gens vendent leurs terrains, parfois rien que pour satisfaire leurs besoins de base. L'Etat fait des pressions sur les salaires. Les impôts sur les fortunes n'existent pas alors que certains candidats à la présidentielle française promettent de frapper d'impôt les grosses fortunes de 75% de leurs bénéfices, contre plus de 30% aux Etats-Unis. Nous avons dit, toute hausse de prix n'est pas inflationniste. L'augmentation des prix autour de fêtes de Noël, de Nouvel An ou de Pâques ne peuvent être assimilées à une inflation. Elle ne devient inflationniste que quand cette augmentation tend à se généraliser et les facteurs de cette généralisation cités ci-haut sont visibles. Encore une fois certains sont plus déterminants que d'autres. Peut-on dire l'augmentation de la masse monétaire? Ce n'est pas évident, mais pas exclus car la planche à billet est toujours tentante. Par contre, la nature des investissements, de même que l'inflation elle-même donne l'impression que l'argent a augmenté sur le marché. Vous avez vu ces derniers jours. La construction des quartiers entiers en rien de temps a mis sur le marché une quantité impressionnante d'argent par exemple. Les gens fortunés construisent dans les campagnes, injectant l'argent dans des populations qui naguère vivaient en autarcie grâce à l'agriculture de subsistance. La vente des parcelles et des terres dans la mairie de Bujumbura et ses environs est une autre source passagère de l'argent. Tout cela multiplie la quantité de monnaie en circulation et crée l'inflation, surtout quand la production augmente proportionnellement. Tous les grands chantiers favorisent l'inflation, car pas accompagnée par une véritable stratégie de production. Certes on voit les fonctionnaires investir de plus en plus dans l'agriculture dans leurs communes d'origine, cela est de bon augure. Pour autant qu'ils cessent d'utiliser les moyens de l'Etat. Reste à prendre des mesures de

protections de petits paysans qui vont certainement souffrir ou mourir de cette reconversion des urbains. Personne n'accepte de mourir. Ils préfèrent envahir la ville où ils vont faire de petits métiers, taxi-moto-vélo, salon de coiffures, rabatteurs, les commissionnaires etc. Ce ne sont pas des boulots productifs. Ils reviennent du secteur tertiaire, mais ils procurent des revenus quotidiens qui sont dépensés rapidement, les produits et des services étant devenus chers. Cette circulation rapide de l'argent donne cette impression que la demande est forte, ou plutôt qu'il y a beaucoup d'argent en circulation. Eviter la manipulation politicienne de la situation. La société civile réclame une discussion avec le pouvoir pour que l'on discute de la chose. Le pouvoir hésite pour des raisons qui sont les siennes. Mais cette société civile dispose elle-même de propositions concrètes à faire pour sortir de l'ornière. Une réunion en concave le fera-t-elle mieux? C'est possible, mais le doute est permis. Car le problème est politico-économique. Politique dans ce sens qu'il est question de choix économiques qui s'inspirent d'un objectif global de développement à atteindre. Economique dans le sens qu'il relève du domaine de l'économie qui a ses spécialistes. Ceux-ci devraient être appelés à réfléchir pour répondre économiquement faut-il pour atteindre un objectif politique dont le fondement devrait être bien être des populations. La hausse des prix ne date pas d'aujourd'hui. Les prix ont toujours monté. Il est d'ailleurs évident qu'au cours des années, et l'on en est aujourd'hui à une phase aiguë, finale, dirait-on. Le manque de vision et de la réduction d'extérieures y sont pour quelque chose. C'est un peu comme la question des terres. Si aujourd'hui les gens s'entraident dans des conflits fonciers, le pouvoir d'aujourd'hui actuel n'est pas entièrement responsable. Mais il a le devoir de ces situations de crises aiguës. Et la meilleure manière de le faire est de mieux clarifier son projet de société, de donner les stratégies pouvant aider à exécuter ce projet ou tout simplement la planification de l'exécution. C'est peut-être une des revendications de la société civile quand elle appelle à une discussion ou un débat sur la crise. La crise en Occident a eu sans nul doute des répercussions. Les bailleurs ont de bons prétextes pour fermer les robinets : mauvaise gouvernance, corruption, crise économique et financière, récession chez-eux. Ce sont ces aides qui ont toujours maintenu le pays sous perfusion. Et leur tarissement est nuisible. Le plus grand problème est que 50 ans après l'indépendance que nous nous comparons à célébrer avec faste, l'on ait accepté de vivre sous perfusion de l'avenir. Il y a d'autres facteurs aggravants certes : alors qu'hier les paysans vivaient en autarcie, ils ont aujourd'hui envahi pratiquement la ville, ils ont découvert qu'ils ne peuvent plus vivre la pauvreté comme une fatalité. C'est ce qui explique l'exode rural actuel qui était fortement limité par les pouvoirs autoritaires. Dans un tel contexte de marasme économique, il est trop simpliste de tout attribuer à la mauvaise gestion actuelle et la mauvaise gouvernance que l'on ne peut en aucun cas ignorer. Celles-ci aggravent une situation déjà compliquée. Personne ne devrait inciter ou crier "hourra !" quand les traditionnels bailleurs décident de fermer le robinet. Une telle attitude n'est pas responsable. Les aides sont destinées aux peuples et non aux pouvoirs. Les errances d'un pouvoir ne peuvent justifier la condamnation à mort de tout un peuple. Certains voudraient récupérer une situation économique éprouvante à des fins politiques. L'on entend même certains nostalgiques des anciens régimes chuchoter "jamais l'on a connu pareille situation", rien qu'avec l'intention de souffler sur la braise ou de se caresser le nombril car ayant trouvé leur alter ego. Les réclamations actuelles de la société civile sont légitimes certes, mais un appel à la grâce et sa mise en exécution peut être contre-productive voire même néfaste pour un pays aussi fragile, avec un pouvoir qui n'est pas encore rompu dans l'art de gérer et canaliser les contestations. Si demain l'on pousse plus loin, la planche à biller va commencer à fonctionner. Et à la situation va s'empirer. Les grèves ne peuvent être une solution. S'acquiescer des impôts est un devoir citoyen. Personne ne devrait s'emparer du pouvoir. Le paiement d'impôts par les députés, sénateurs et autres mandataires ne va pas avoir un impact direct sur le panier de la ménagère. Les pouvoirs publics ont à améliorer la gouvernance, à lutter efficacement contre la corruption, à mieux recadrer le projet de société, à mieux le planifier et à mieux le vendre et à ne plus se contenter d'un dirigisme d'appoint qui prend le flanc aux acteurs de tout acabit. Ils doivent prendre conscience qu'ils héritent d'un pays et qu'ils ont intégré le rôle de directeur avec prudence, mais sans hésiter. Je le disais dans mes derniers articles, la première urgence est d'assainir la vie politique. La société civile doit comprendre que certaines erreurs, certaines incapacités des gestionnaires actuels ne relèvent pas d'une incapacité naturelle, mais qu'elles sont parfois le résultat d'une douloureuse histoire, que tous les Burundais devraient assumer, à commencer par les gestionnaires d'aujourd'hui. La compassion, la solidarité, la magnanimité doit guider les bailleurs, dès lors que ces derniers ont affaire à des pays fragiles comme le notre. En tout cas, le plus grand vœu ne serait pas de voir les gens prendre la rue. Le plus grand vœu serait l'assainissement rapide de la vie politique en laissant notamment les politiciens jouer leur jeu et à ciel ouvert pour que les alternances concurrentielles puissent fonctionner correctement. Penser toujours en termes d'alternances politiques. Car cela permet de choisir un homme, un parti, non sur base de son nez, mais sur base des propositions, de l'offre. Plus l'on reste au pouvoir, plus l'on s'écroule, et la sortie devient difficile. Il faut penser en termes de retour au pouvoir à la Poutine, plutôt qu'un départ honteux à la Bagbo que l'on devrait politiquement et humainement souhaiter à personne. Une crise économique n'est jamais résolue par des tintamarres ou des bruits de klaxons. Encore moins par des coups de gueules ou des politiques des chaises vides dans les bureaux. A moins que l'on ne veuille l'attiser pour en tirer profit. Il faut en faire un bon diagnostic pour trouver une cure appropriée. Le plus grand problème n'est ni cette inflation, ni cette pauvreté, mais les problèmes économiques structurels qui en sont la base. Il faut donc faire des choix économiques avisés. Notamment clarifier de quel type de développement le pays a besoin, quelles infrastructures de productions à mettre en place, quel est le type de citoyen à faire émerger et quel devrait être son rôle dans le processus de développement. Mais dans le très court terme, il faut regagner rapidement la confiance des bailleurs. Et chacun des acteurs a un rôle à jouer. Le pouvoir public plus que d'autres. Les autres empoignades, surtout celles qui n'apportent pas de véritables solutions sont inutiles. Les grèves ou absence au travail ne vont pas résoudre les problèmes économiques structurels. Il faut éviter la mimique. Les occidentaux peuvent faire des grèves, manifester contre la hausse des prix. Les Burundais peuvent le faire aussi puisque dans les deux cas il s'agit d'actions légitimes. Mais les solutions seront inévitablement différentes. Il y a des décisions économiques que les pouvoirs publics occidentaux peuvent prendre, car évoluant dans une économie structurée et articulée. Chez-nous ce n'est pas le cas. Nous sommes

dans une économie dominée et désarticulée. Une comparaison est nécessaire. Il n'est pas difficile de percevoir et corriger une erreur de fonctionnement d'une voiture neuve. Car l'ensemble du système fonctionne. Par contre la correction du fonctionnement d'une vieille ferraille perdant ses pièces à tout bout de chemin donne du fil à retordre. Parfois on préfère la garer définitivement pour réduire les ennuis. On ne peut garer un pays. On fait avec, dans l'attente des solutions que le pouvoir ne peut trouver seul. D'où la légitimité de la demande de la société civile quand elle a une discussion sur la question. Les grèves peuvent par contre être contre-productives dans le contexte du moment. NDIR : Salvator Sunzu est aussi auteur de plusieurs articles dont les deux plus récents sont parus sur Arib.info dont les titres sont "Burundi-crise : nécessité d'un débat pour sceller un pacte nationale" et "La grève : une solution un moyen ? Et au-delà, que faire ?".